

que dans celle pratiquée à l'intérieur par le P. C. de l'U. R. S. S.

Le 9^e plenum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste tout en déclarant la guerre aux éléments de gauche jusqu'à leur destruction complète, s'est quelque peu orienté vers la gauche. Ici aussi cette orientation fut causée par l'énorme affaiblissement des divers partis au point de vue organisation. Le P. C. allemand se manifeste absolument incapable de diriger les grèves de façon bolchevique ; il ne lui reste que 60.000 membres. Au cours de la campagne pour le recrutement de nouveaux adhérents, les communistes en enrôlèrent 6.000 tandis que les social-démocrates en enregistrèrent 86.000. *Les effectifs de notre Parti français sont déjà tombés à 28.000 dont 7.000 seulement font partie des cellules d'usine.* Le Parti anglais a perdu même ceux de ses membres qui avaient adhéré pendant la grande grève ; il a renoncé au mouvement de la minorité syndicale. Le Comité Exécutif de l'I. C., en présence d'aussi tristes résultats dûs à sa direction opportuniste, qui avait écarté des Partis les éléments les plus révolutionnaires de la classe ouvrière, fut obligé « d'appuyer à gauche ».

Comment se manifeste la nouvelle orientation du C. E. ?

En Angleterre, la grève générale et celle des mineurs avaient rendu nécessaire et inévitable la scission du Labour Party en fractions opportuniste et révolutionnaire. Le camarade Trotsky dans son livre « Où va l'Angleterre ? » nous en prévenait déjà. Pourtant le Comintern abandonna généreusement l'initiative de la scission à Macdonald en refusant de dissoudre à temps le Comité anglo-russe. La droite travailliste a attendu des circonstances qui lui étaient beaucoup plus favorables ; elle a démolie l'aile gauche du Labour Party. Les éléments de gauche du mouvement ouvrier anglais et le Parti communiste en furent tout désorientés, comme Murphy lui-même est obligé de le reconnaître. Que décida le Comité Exécutif de l'I. C. ? Il fallait, disait-il, augmenter le nombre des candidatures indépendantes au Parlement. Cette décision par elle-même n'est pas mauvaise, mais elle est nettement insuffisante. Il aurait fallu utiliser la campagne électorale pour organiser autour du P. C. toutes les sections de gauche du Labour Party. Il ne faut pas craindre la scission, il ne faut pas la limiter à des proportions locales comme le recommande le Comité Exécutif de l'I. C. Les centristes de la coterie Staline-Boukharine, partisans des demi-mesures, ne peuvent pas, par essence, aboutir à des conclusions révolutionnaires.

Notre Parti français a été obligé de reconnaître la faillite de la réorganisation sur la base des cellules d'usines telle qu'elle avait été pratiquée. Le Parti a fourni des exemples insurpassés d'opportunisme électoral dont nous avons fait la critique dans le n° 4 de notre organe. Le Comité Exécutif de l'I. C. a entièrement confirmé cette accusation. Après la « lettre ouverte » la Direction du Parti français

continua à commettre les mêmes erreurs. Et pourtant, c'est à cette direction, qui lutta si ardemment contre la gauche, que le Comité Exécutif de l'I. C. confia l'application de la nouvelle tactique électorale gauchiste. Il faut expliquer au Parti tout entier que la direction actuelle est incapable de s'orienter réellement à gauche.

La direction de l'I. C. n'a pas su triompher de l'épreuve que constituait pour elle la conduite des luttes de masse. On s'en rend surtout compte grâce à l'exemple allemand : le P. C. d'Allemagne n'eut aucune unité dans sa ligne de conduite au cours des dernières grèves. Certains journaux communistes (à Halle, par exemple) exhortaient les ouvriers à chasser les opportunistes des comités de grève ; d'autres intervenaient en sens inverse ; le Comité Exécutif de l'I. C. fut forcé de rappeler des considérations qui pour des communistes devraient être évidentes, à savoir qu'en présence de circonstances favorables, il faut organiser parfois des grèves même contre la volonté de la bureaucratie syndicale.

L'orientation à gauche se limite donc à une amélioration relative des procédés de lutte électorale en Angleterre et en France. Une tactique juste à observer au cours des élections a son importance, mais tout ne se résume pas en cela. C'est l'extension de la lutte des masses, avec une direction juste qui demeure la question principale : il est plus que douteux que les chefs actuels de l'I. C. soient capables de fournir une pareille direction.

..

Ainsi, il est inutile de se faire des illusions ! Certaines mesures « de gauche » que nous constatons à présent, ne constituent pas une orientation à gauche, qu'il est impossible de concevoir en dehors d'un revirement radical dans toute la politique du P. C. de l'U. R. S. S. et de l'I. C. Le dernier Plenum de l'I. C. démontre que les éléments de droite s'efforcent de rétablir l'équilibre rompu. Les divers dirigeants des Partis communistes vont en faire autant. C'est inévitable puisque la grande masse ouvrière n'est pas associée à l'application de cette orientation à gauche. On peut avec l'aide de fonctionnaires du Parti commander de marcher à droite ; mais il est impossible de se retourner vers la gauche sans avoir le soutien des masses. Toutes conditions égales gardées, le régime intérieur du Parti demeure « le plus grave de tous les dangers ». Pour modifier ce régime, il faudrait avant tout obtenir la réadmission dans l'I. C. de tous ses éléments de gauche. Sinon, il ne peut être question que d'un zig-zag à gauche ; en effet, une orientation à gauche sans éléments de gauche, c'est la république sans républicains.

FLAVIUS.

Deux lettres pathétiques de camarades oppositionnels emprisonnés dans les geôles de Staline viennent de nous parvenir. Trop tard pour pouvoir être publiées ici. Nous en assurerons la publication dans le prochain numéro.

EN ALLEMAGNE

Avant les élections de 1928

Il nous a paru intéressant de reproduire cet article de Korsch dans lequel sont indiqués les objectifs de la bourgeoisie allemande à l'occasion de la prochaine consultations électorales.

Au cours de la campagne électorale qui commence, les deux soi-disant partis ouvriers : le Parti Social-Démocrate (SPD) et le Parti Communiste (KPD) ainsi que les différents partis politiques de la bourgeoisie, élèvent la voix pour dépeindre aux électeurs prolétariens les élections législatives comme une action décisive dont dépend le sort de la classe ouvrière allemande. Le SPD, suivant une tradition vieille de plusieurs dizaines d'années, le fait avec la plus grande franchise. En dépit de toutes les expériences faites par les travailleurs à leurs propres dépens pendant la dernière décennie, malgré toutes les acquisitions théoriques de la science marxiste, les articles de fond de la presse social-démocrate paraissent à nouveau, vantant la puissante influence que les travailleurs allemands pourraient exercer par le renforcement de la mande de la social-démocratie au prochain Reichstag « sur les salaires, prix et durée de la journée de travail et sur les conditions économiques en général ».

Le Parti Communiste, qui évite encore ce franc-parler dans la lutte électorale actuelle, est tombé, par contre, depuis longtemps, dans son activité pratique réelle, dans le même *crétinisme parlementaire* grâce auquel toute la lutte menée continuellement sous mille formes diverses par la classe prolétarienne pour sa propre émancipation, disparaît finalement complètement, faisant place au seul grand « objectif », au renforcement de l'influence de la « force au Parlement » de son propre Parti.

Et si le SPD, grâce à son mensonge sur le rapport direct entre le nombre croissant des voix et des mandats de la social-démocratie et l'influence ascendante des travailleurs sur les salaires, prix, heures de travail, etc., essaie encore de faire une certaine concession d'une vulgarité et d'un verbalisme innommables, en rappelant le principe marxiste que la *libération économique de la classe ouvrière est le but, et que tout mouvement politique n'est qu'un moyen subordonné à ce but*, par contre, le Parti communiste allemand (KPD) personnifie aujourd'hui ce crétinisme parlementaire dans son type le plus pur pourrait-on dire. Ce parti s'intitulant marxiste et communiste, déclare dans l'article officiel ouvrant la campagne électorale, qu'« il va à la lutte électorale pleinement conscient de ce que les élections ne peuvent rien changer aux rapports des forces existant en Allemagne ». (Imprekor Nr. 33 du 30.3) ; il subordonne en même temps tout le mouvement

économique du prolétariat à cette campagne électorale politique, en donnant à ses fonctionnaires chargés d'appliquer la tactique électorale cette « directive » secrète : « L'organisation de grandes luttes économiques constitue la préparation électorale la plus importante et la plus décisive » ; il considère comme but de sa campagne électorale non pas « l'intensification » de ces conflits économiques pour les transformer en une *lutte révolutionnaire de grande envergure politique et économique contre toute la bourgeoisie*, mais bien une « bataille » contre le bloc bourgeois » ou, selon la terminologie parlementaire, « contre un cabinet purement bourgeois excluant le SPD ».

Ce procédé détournant l'attention du prolétariat de la véritable essence de sa lutte de classe, a des conséquences particulièrement dangereuses, se produisant en un moment historique où, comme en Allemagne c'est nettement le cas, les éléments les plus importants de la bourgeoisie sont intéressés au plus haut degré à cette déviation « politique ».

Seul un incurable crétin parlementaire peut croire, ne serait-ce qu'un instant, que la dernière « crise » du Parlement, qui aboutit à la dissolution du Reichstag et à de nouvelles élections, eût été plus aisée à trancher à n'importe quel point de vue pour les diverses fractions du grand parti bourgeois toujours uni en face du prolétariat, que l'avant-dernière crise gouvernementale éclatant il y a 15 mois après la tentative de la social-démocratie d'établir avec le gouvernement de minorité de Marx, les relations stables d'une « coalition tacite », crise qui se termina finalement (après plusieurs offensives et contre-offensives) par la formation « du gouvernement du bloc bourgeois » au sens strict du mot. Au contraire, pendant toute la période comprise entre le début de la dernière « crise », en Février dernier, et la dissolution officielle du Reichstag qui eut lieu le 31 mars, les différents partis de la coalition du bloc bourgeois ont œuvré avec une parfaite unité, par-dessus leurs divergences idéologiques soi-disant « inconciliables », dans l'intérêt commun de toute la bourgeoisie *noire-blanche jaune-rouge* ; les partis de l'« opposition » actuelle n'ont que très rarement attaqué cette unité et jamais d'une manière bien profonde.

Laisant momentanément de côté la solution de problèmes où les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie auraient pu se trouver en désaccord, ils en terminèrent rapidement et sans accroc avec le « programme indispensable » présenté par le président Hindenburg pour la préservation *des intérêts communs de toute la bourgeoisie allemande* ; ils se débarrassèrent aussi en passant des différentes questions « scabreuses », particulièrement dans le domaine *des armements politiques légaux et illégaux*, qui, si